

Programme



FÉDÉRATION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE CATHOLIQUE
Rue Guimard, 1 – 1040 Bruxelles

Programme de Sciences Economiques

Option de base

**2^e et 3^e degrés
de l'enseignement
général de transition**

Photo réalisée par J.C. ADAM de l'Institut d'enseignement secondaire Saint-Luc à Liège.

Statut et rôle du programme

Le décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire du 24 juillet 1997 prévoit (article 25) que le «Gouvernement détermine les Compétences Terminales et savoirs communs requis de l'ensemble des élèves à l'issue de la section de transition et les soumet à la sanction du Parlement».

C'est la première fois dans notre pays que la société civile exprime explicitement ses attentes à l'égard de l'école en fixant, par les voies d'un décret, les compétences et les savoirs à atteindre par les élèves du secondaire en fin de premier degré et au terme des humanités.

Disponibles sur le site AGERS de la Communauté Française (<http://www.agers.cfwb.be>), ces documents rédigés par des groupes de travail composés de conseillers pédagogiques, d'inspecteurs et de professeurs des trois réseaux d'enseignement, s'attachent à définir, pour chaque discipline, les compétences et les savoirs à maîtriser et sur lesquels devra porter la certification.

Leur rédaction a été supervisée par la Commission commune de pilotage instituée par le décret «Missions» (art. 61). Les textes ont été approuvés par le Conseil général de concertation (inter-caractères), le Gouvernement les a fixés, le Parlement les a confirmés après les avoir amendés. Ils n'ont pas de prétention méthodologique, même si l'articulation des compétences et des savoirs qu'ils prévoient n'est pas neutre.

Ce sont les programmes, «référentiels de situations d'apprentissage, de contenus d'apprentissage, obligatoires ou facultatifs, et d'orientations méthodologiques qu'un Pouvoir organisateur définit afin d'atteindre les compétences fixées», qui proposent la mise en œuvre des documents «compétences».

Leur approbation par la Commission des programmes¹ et par le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions confirme que, correctement mis en œuvre, ils permettent effectivement d'acquérir les compétences et de maîtriser les savoirs définis dans le document Compétences Terminales.

Les programmes s'imposent donc pour les professeurs de l'enseignement secondaire catholique puisqu'ils s'inscrivent dans la logique décrétole des compétences à atteindre et qu'ils explicitent les visées éducatives et pédagogiques telles qu'elles s'expriment dans Mission de l'Ecole Chrétienne et dans le Projet pédagogique de la FESeC³.

1 Commission composée, pour notre réseau, de J.M. DEMOUSTIER, M. DANS, B. DUELZ, J.G. NOEL

2 LICAP, 1995

3 FESeC, décembre 1997

Membres du “groupe à tâche” pour l’écriture du programme de sciences économiques

Chantal Eloin-Goetghebuer

Pierre Leroux

Roland Vincent

Agnès Voglaire

François Zègres

La FESeC remercie les membres du groupe à tâche qui ont travaillé à l’élaboration du présent programme.

Elle remercie également les nombreux enseignants qui l’ont enrichi de leur expérience et de leur regard constructif.

Elle remercie enfin les personnes qui en ont effectué une relecture attentive.

Table des matières

Présentation générale	7
1. Cadre administratif et organisationnel	7
2. Une approche globale interdisciplinaire réaliste	8
3. Travailler sur base d'une analyse systémique	8
4. Etre enseignant au jardin des compétences	8
Objectifs généraux et finalités du programme	9
1. Faire découvrir que l'économie est politique	9
2. Former des citoyens responsables et engagés	10
Développement des compétences terminales	11
Tableaux synoptiques du programme	15
Développement des compétences au deuxième degré	21
A. Troisième année	21
1. Le problème économique	21
2. Les choix du consommateur	22
2.1. La consommation privée et publique	22
2.2. Les limites à la consommation : les revenus du ménage	23
2.3. Les logiques individuelles de consommation	25
3. Les choix du producteur	26
4. Le marché	28
B. Deuxième degré : Droit – Economie et Droit	29
C. Quatrième année	32
1. L'entreprise : une organisation	32
2. La production	33
2.1. La stratégie de production de l'entreprise et la productivité	33
2.2. La comptabilité, un instrument de gestion des entreprises	34
2.3. Les coûts de production	35
3. Le marché	36
Développement des compétences au troisième degré	37
1. Le choix économique ou l'économie politique	37
2. Analyse macro-économique : croissance économique et développement	38
3. Analyse micro-économique : le marché	41
4. Les échanges internationaux	43
5. Politique économique européenne	44
6. Economie Politique et Droit	45
Evaluation	47

Présentation générale

1. Cadre administratif et organisationnel

ou les conditions structurelles indispensables pour la mise en place d'une pédagogie visant à installer des compétences

Ce programme de sciences économiques s'adresse aux professeurs des 2^e et 3^e degrés de l'enseignement général de transition.

Comme le préconisait déjà l'ancien programme, la mission de l'enseignant n'est pas seulement de transmettre aux élèves une somme de savoirs et de savoir-faire mais de leur permettre également de comprendre les grands enjeux du monde économique, politique et social contemporain.

En cohérence avec le décret « Missions » dans le cadre des compétences terminales, il est indispensable que les 4 périodes hebdomadaires de sciences économiques soient prises en charge par un seul professeur qui pourra alors mieux gérer une analyse intégrée des situations problèmes en utilisant, suivant les nécessités, les ressources théoriques des différentes disciplines (économie politique, économie d'entreprise, droit, économie financière, sciences politiques, comptabilité générale, histoire et philosophie, sociologie ou psychologie, mathématique, informatique...).

De même, le développement des compétences terminales suppose :

- du temps : le regroupement des heures hebdomadaires en plages de 100 minutes est hautement souhaitable si on veut rester cohérent avec la démarche méthodologique proposée ;
- du matériel : une réelle démarche pédagogique de recherche active en sciences économiques, qui mette **nos élèves en recherche personnelle**, suppose que l'école ait la possibilité de mettre à la disposition des élèves et de leurs professeurs les outils nécessaires à cette pratique : abonnements à plusieurs journaux et revues, outils multimédias, bibliothèque, ...

La mise à disposition de ce matériel par l'école est indispensable si nous voulons éviter que le professeur ne soit obligé de compter sur la disponibilité de ces outils dans la famille, ce qui induirait inévitablement un système scolaire à deux vitesses.

2. Une approche globale interdisciplinaire réaliste

ou des collaborations...des projets...

Les compétences terminales en sciences économiques sont clairement des compétences transversales qui impliquent nécessairement une collaboration avec les professeurs des cours généraux, plus spécialement les cours d'histoire et de formation géographique et sociale, dont d'ailleurs les champs d'investigation peuvent présenter des recoupements qui induisent naturellement ces collaborations.

A cet égard, il serait judicieux de proposer aux élèves de travailler, au cours de sciences économiques, une question issue d'une situation problème analysée au cours de formation géographique ou d'histoire et de présenter les résultats de leurs recherches sur base de leur spécificité disciplinaire.

L'objectif est de privilégier la reliance au détriment de la séparation :

« Comme notre mode de connaissance disjoint les objets entre eux, il nous faut concevoir ce qui les relie. Comme il isole les objets de leur contexte naturel et de l'ensemble dont ils font partie, il est de nécessité cognitive de mettre une connaissance particulière dans son contexte et de la situer dans un ensemble. En effet, la psychologie cognitive démontre que la connaissance progresse principalement moins par sophistication, formalisation et abstraction des connaissances particulières, que par aptitude à intégrer ces connaissances dans leur contexte et leur ensemble global.

Dès lors, le développement de l'aptitude à contextualiser et à globaliser les savoirs devient un impératif d'éducation. »

E. Morin, « La tête bien faite »

3. Travailler sur base d'une analyse systémique

L'analyse économique ne peut se concevoir de façon linéaire mais nécessite une approche systémique dont les schémas économiques sont une représentation. En effet, le comportement d'un agent économique n'induit pas seulement « une » réaction d'un autre agent mais conduit à une cascade de réactions dont les conséquences multiples et complexes doivent être soupesées avant de prendre une décision.

Il faut donc favoriser chez l'élève un esprit d'inventivité, de créativité. Il n'est pas question de l'enfermer dans une programmation qui briderait toute curiosité.

4. Être enseignant au jardin des compétences

un défi permanent...

Un enseignant se retrouvera toujours au milieu du gué entre :

- la nécessité de rendre les savoirs pertinents pour les élèves, en partant de situations d'apprentissage (phase de contextualisation) qui ont du sens pour eux (rencontre, débats, projets, questions, problèmes ...) et qui, donc, les mobiliseront et développeront leur désir d'apprendre et d'agir, mais au risque de tomber dans le travers d'un cours d'actualité désarticulé,
- et la nécessité de structurer ces savoirs et donc de prendre le temps pour ces activités de structuration c'est-à-dire les activités de développement systématique, structuré et progressif des savoirs nécessaires (phase de décontextualisation) pour analyser au mieux les questions concrètes qui seront proposées aux élèves.

On pourra espérer avoir dépassé cette apparente difficulté lorsque le désir d'apprendre des élèves permettra l'apprentissage dans des situations nouvelles dont ils ne voient pas immédiatement le sens et **dont l'enjeu pédagogique est d'ailleurs de les leur rendre significatives.**

Objectifs généraux et finalités du programme

Dans notre monde actuel où pour certains citoyens « tout est dominé par l'économie » et pour d'autres « c'est l'Etat qui entrave la bonne marche de l'économie », l'élève s'est forgé instinctivement des représentations et un mode d'analyse du monde économique, politique et social dans lequel il évolue.

Il s'agit donc de partir des représentations des élèves, de « déstabiliser leur système de représentation en vue de le restabiliser à un niveau supérieur » (Ph. Meirieu).

Les finalités générales de l'option seront alors :

1. Faire découvrir que l'économie est politique

L'économie est une science qui éclaire les choix, les stratégies d'action des décideurs (entreprises, pouvoirs publics, ménages).

Les apprentissages en sciences économiques sont basés essentiellement sur des démarches de compréhension et d'analyse qui permettront à chaque agent économique de faire **des choix, de prendre des décisions** en connaissance de cause ou de comprendre les choix opérés par d'autres agents économiques.

Il est important pour les élèves, au-delà de leurs représentations personnelles, d'apprendre à distinguer ce qui relève de l'analyse économique de ce qui relève des conceptions philosophiques, des conflits d'intérêt, des rapports de force et donc de la dimension politique des sciences économiques.

Le rôle de l'économiste est d'analyser avec un esprit scientifique les différentes possibilités et leurs conséquences, de les chiffrer (calculs économiques, comptabilité, constructions graphiques...), de les modéliser s'il y a lieu, en y intégrant les aspects juridiques (droit social, fiscal, civil, commercial...), philosophiques, institutionnels. Mais le choix ne lui appartient pas. L'économiste doit être capable de repérer les conséquences distributives des décisions économiques, de mettre en évidence les jugements de valeur qu'elles entraînent. Son rôle est d'éclairer les choix. Cette finalité est d'ailleurs en plein accord avec une compétence terminale fondamentale du décret : poser un problème et le résoudre.

2. Former des citoyens responsables et engagés

Toutes ces démarches de travail doivent permettre aux élèves de mieux comprendre le monde dans lequel ils vivent mais surtout de devenir acteurs :

- de leur vie associative, politique, ou tout simplement comme électeurs éclairés, dans notre système démocratique ;
- comme citoyens du monde initiés à la complexité des situations internationales ;
- de leur vie personnelle pour mieux gérer les problèmes qu'ils peuvent rencontrer lors du choix de leurs études supérieures ou face aux exigences du monde du travail.

Dans ce cadre, la participation à des projets proposés par le monde associatif ou institutionnel, la rencontre de personnes ressources, la participation à des conférences, des visites extérieures seront considérées comme autant de situations d'apprentissages particulièrement favorables pour cette finalité.

Ce programme se situe ainsi dans la perspective d'une formation à la citoyenneté responsable.

Puissent nos élèves trouver dans ce processus de formation un sens aux activités scolaires, voire un plaisir et une curiosité intellectuelle qui nous combleraient...

Développement des compétences terminales

« Jadis dispensateur de cours et de leçons, le professeur devient créateur de situations d'apprentissage porteuses de sens et de régulation. »

Ph. Perrenoud, « L'évaluation des élèves »

Développer des compétences au sens du décret mission, c'est apprendre aux élèves à mobiliser de manière intériorisée un ensemble intégré de ressources (savoirs et savoir-faire) pour exploiter une situation problème significative, concrète, contextualisée.

L'élève sera placé devant une tâche, avec des consignes claires et, à sa disposition, les supports nécessaires à sa recherche et à la résolution de la tâche.

Il est, bien sûr, nécessaire de bien distinguer l'objectif (savoirs appropriés et réinvestissables dans d'autres situations) et la tâche (objet sans doute nécessaire mais fugace, simple indicateur de connaissances ou de compétences).

Ph. Meirieu, « La pédagogie entre le faire et le dire »

Le référentiel des compétences terminales en sciences économiques a déterminé huit compétences qui sont par ailleurs transversales et interdisciplinaires.

Ces huit compétences sont regroupées, dans le présent programme, en quatre grandes compétences :

Compétence 1

Faire une recherche : recueillir (2) - analyser (3) - synthétiser(4) des informations en fonction d' une recherche contextualisée, d'une question, ou situation problème.

Compétence 2

Appliquer une théorie : maîtriser les acquis théoriques de base (1) - les appliquer (5) et résoudre les problèmes à l'aide de ceux-ci (6).

Compétence 3

Poser un problème, élaborer les démarches de recherche et dégager les solutions et leurs limites (6-7).

Compétence 4

Confronter des théories sur un même problème.

Ce référentiel a aussi déterminé des « objets à croiser » avec les compétences : ceux-ci sont très larges et doivent servir de domaines d'investigation pour développer les compétences terminales.

Mode d'emploi du programme

Ce programme a donc été construit par degré et de façon progressive. Il comprend, pour chaque objet d'investigation choisi :

1. **Des compétences visées**, qui servent de fil conducteur à la construction du cours sur base d'une structure proposée. Le croisement des compétences et des objets permet de répondre de manière cohérente et complète aux prescriptions du document « Compétences terminales et savoirs communs ». Les compétences décrites en tête de chaque partie du cours sont donc **obligatoires**.

2. **Un référentiel de situations d'apprentissage** que le programme suggère, à titre **d'exemples**. Il ne faut pas développer toutes les situations proposées. Il est possible d'en choisir d'autres, en fonction de l'actualité, de l'intérêt des élèves, des ressources disponibles, de l'imagination du professeur... Il faut cependant être certain que les situations envisagées permettent bien la mobilisation des savoirs et savoir-faire décrits et le développement des compétences.

3. **Un référentiel de savoirs et de savoir faire à mobiliser :**
 - Les savoirs sont essentiellement des acquis théoriques de base en économie et en droit, retenus par degré et obligatoires : ce sont des ressources formées des notions, concepts ainsi que des théories et modélisations que l'élève doit comprendre et utiliser dans les contextes proposés.
 - Les savoir-faire consistent en des outils, des techniques et des procédures à exercer : cet apprentissage sera soigneusement entamé dès le 2^e degré. On mettra surtout l'accent sur :
 - 1° la maîtrise des calculs :
 - au 2^e degré : entre autres les pourcentages, les moyennes, les taux de variation, le coefficient budgétaire, les indices ...
 - au 3^e degré : entre autres le coefficient multiplicateur, le calcul de l'impôt sur base de barèmes, le calcul de la fonction de consommation (propension moyenne et marginale), le calcul des coûts (coût moyen et coût marginal), le calcul des paramètres d'une fonction du 1^e degré à partir d'une représentation graphique ...
 - Comment calculer ?
 - Que signifie la réponse trouvée dans le problème posé ?
 - 2° la maîtrise de la construction graphique et de son analyse :
 - Comment faire une représentation graphique : quelles variables en abscisse, en ordonnée ? Quelle graduation prévoir pour les axes ?
 - Comment analyser un graphique : que représentent les différentes droites, courbes ? Quelle est la tendance générale ? Qu'en tirer comme conclusion ? Que signifie, en français, tel point d'une des droites ou courbes ?
 - 3° la maîtrise de la technique de base en comptabilité générale ;

4° la maîtrise de l'analyse de tableaux statistiques :

- lire le titre (thème traité - périodes étudiées...) et les sources ;
- repérer l'unité dans laquelle les données sont exprimées et maîtriser le vocabulaire relatif à ces unités ;
- interpréter et commenter les informations générales que donne le tableau statistique ;
- expliquer avec exactitude le sens d'une donnée du tableau statistique.

L'essentiel du travail du professeur sera donc, sur base des compétences à développer dans chaque partie du cours, de choisir une situation d'apprentissage et de veiller à structurer les savoirs, et à exercer les savoir-faire tout au long du processus d'apprentissage.

Pour chaque degré, le professeur est libre d'articuler les différentes parties du cours en fonction des situations qui lui semblent pertinentes à ce moment-là. Les objets d'investigation ne doivent donc pas nécessairement être parcourus dans l'ordre proposé. Il s'agit surtout de respecter la répartition par degré, voire par année (pour la 3^e et la 4^e année).

Le chapitre 4 fournit une vue d'ensemble des deux degrés et montre que l'installation des concepts et outils au 2^e degré sert de toile de fond au développement du 3^e degré. Tous les objets à croiser retenus par les compétences terminales y sont clairement intégrés.

Tableaux synoptiques : une intégration progressive des objets à croiser avec les compétences

Le document de référence « Compétences terminales et savoirs requis en sciences économiques » comporte des **compétences** à développer et à maîtriser et des **objets** sur lesquels ces compétences s'exercent.

Ce programme présente les compétences (au nombre de huit dans le document cité) en quatre grandes compétences, comme indiqué au chapitre précédent. Le **Tableau 1** qui suit indique comment ce regroupement a été effectué. Il permet à chaque professeur de structurer l'apprentissage progressif qui doit être réalisé par les élèves. Comme l'indique le programme, la maîtrise des compétences est progressive ; il n'y a donc pas lieu d'anticiper sur l'apprentissage de certaines compétences au 2^e degré.

Le **Tableau 2** présente les objets et la répartition qui en a été faite au niveau des degrés et des années.

Le **Tableau 3** est un outil qui doit permettre aux professeurs de construire leurs cours, soit en coordination verticale (de la 3^e à la 6^e), soit au niveau individuel. Il met en évidence le croisement des compétences et des objets. Il a été laissé volontairement vide, puisque l'ordre dans lequel les objets sont présentés dans le programme n'est qu'indicatif. Lorsqu'il sera complété, les professeurs pourront vérifier que chaque compétence et chaque objet a bien été rencontré de manière satisfaisante au cours du parcours de l'élève.

TABLEAU 1 : LES COMPÉTENCES

Le texte en caractères normaux est une citation directe du document « Compétences terminales et savoirs requis en sciences économiques ».

Les 4 compétences en CAPITALES GRASSES sont une particularité du présent programme.

COMPÉTENCE 1 : FAIRE UNE RECHERCHE	COMPÉTENCE 2 : APPLIQUER UNE THÉORIE
<p>1. Recueillir et traiter des informations en fonction d'une recherche :</p> <ul style="list-style-type: none">// trouver les informations dans différentes sources courantes ;// noter les informations utiles, sous une forme utilisable, dans le traitement des données ;// extraire des données d'un texte, d'un graphique, d'un tableau, d'un document... ;// retrouver des mécanismes, des lois, des relations dans un texte, un graphique, un tableau, un document... ;// appliquer des critères de critique des sources ;// montrer sa compréhension par des exemples et/ou des contre-exemples, par des applications ;// traduire des données, des mécanismes, des lois, des relations d'un registre de communication à un autre. <p>2. Analyser des informations :</p> <ul style="list-style-type: none">// identifier les éléments de base d'un raisonnement ;// dégager les relations entre ces éléments ;// distinguer ce qui est hypothétique et ce qui est démontré ;// identifier une structure, un principe d'organisation. <p>3. Synthétiser des informations :</p> <ul style="list-style-type: none">// dégager des informations-clés communes à plusieurs sources ;// présenter les relations entre ces informations-clés de manière structurée, sous forme d'un plan, d'un schéma, d'un graphique.	<p>1. Maîtriser les acquis théoriques de base :</p> <ul style="list-style-type: none">// définir correctement les notions et concepts ;// utiliser convenablement les termes, les concepts, les ordres de grandeur, les procédures et les techniques ;// produire un exposé correct des mécanismes, des lois, des relations ;// énoncer les postulats et les limites des concepts, des modèles, des procédures et des techniques. <p>2. Appliquer des concepts, des modèles, des procédures (appris) :</p> <ul style="list-style-type: none">// choisir le concept, le modèle, la procédure qui sont adéquats ;// traiter les données avec le concept, le modèle, la procédure qui ont été choisis ;// évaluer le résultat en fonction de critères. <p>3. Résoudre les problèmes par application des savoirs, concepts et procédures appris :</p> <ul style="list-style-type: none">// poser le problème ;// déterminer les démarches nécessaires à la résolution du problème ;// mobiliser les savoirs existants ;// produire une présentation claire de la procédure de solution ;// déterminer les limites de la pertinence de la solution.

COMPETENCE 3 :**POSER UN PROBLÈME, ELABORER
LES DEMARCHES DE RECHERCHE ET
DEGAGER LES SOLUTIONS ET LEURS
LIMITES**

1. Résoudre les problèmes par application des savoirs, concepts et procédures appris :
 - /// poser le problème ;
 - /// déterminer les démarches nécessaires à la résolution du problème ;
 - /// mobiliser les savoirs existants ;
 - /// produire une présentation claire de la procédure de solution ;
 - /// déterminer les limites de la pertinence de la solution.

2. Résoudre des problèmes pour lesquels des savoirs, concepts et procédures supplémentaires doivent être élaborés :
 - /// poser le problème ;
 - /// déterminer les démarches nécessaires à la résolution du problème ;
 - /// construire des concepts, des schémas explicatifs, des modèles :
 - produire des hypothèses ;
 - tester la pertinence explicative des hypothèses ;
 - améliorer la production par ajustement ;
 - /// élaborer un plan d'action ;
 - /// produire une présentation claire de la procédure de solution ;
 - /// déterminer les limites de la pertinence de la solution.

COMPETENCE 4 :**CONFRONTER DES THEORIES SUR
UN MEME PROBLEME**

1. Appréhender la multiplicité des théories relatives à une même problématique :
 - /// confronter deux (ou plusieurs) explications différentes d'un même problème économique courant ;
 - /// identifier la logique explicative de chacune des théories.

TABLEAU 2 : LES OBJETS

Dans ce tableau, les OBJETS issus du document « Compétences terminales et savoirs requis en sciences économiques » sont indiqués en **grasses**.

2° degré		3° degré	
3° année	4° année	3° degré	
<p>1. Le problème économique à partir d'un produit de consommation</p> <ul style="list-style-type: none"> * Le schéma économique de base. <p>2. Les choix du consommateur :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Consommation privée et publique * Une limite à la consommation : les revenus <ul style="list-style-type: none"> - revenus disponibles et schéma redistributif de la sécurité sociale - monnaie - crédit - système bancaire * Les logiques individuelles de consommation : la demande <p>3. Les choix du producteur</p> <ul style="list-style-type: none"> * Carte d'identité d'une PME * "Idée" de produit * Facteur de production : <ul style="list-style-type: none"> - travail et progrès technique - capital : initiation à la comptabilité <p>4. Le Marché</p> <ul style="list-style-type: none"> * Prix de vente * Offre et Demande * Schéma économique complété <p>Droit – Economie</p>	<p>1. L'entreprise : une organisation</p> <ul style="list-style-type: none"> * Statuts juridiques des sociétés * Moyens de financement : banque – bourse * Structure interne de pouvoir <p>2. La production</p> <ul style="list-style-type: none"> * Stratégie de production et productivité * Comptabilité * Les coûts de production <p>3. Le Marché</p> <ul style="list-style-type: none"> * Structure de marché (offre et demande) * Stratégie de marketing des PME <p>Droit - Economie</p>	<p>1. Le choix économique ou l'économie politique à partir d'un problème économique.</p> <ul style="list-style-type: none"> * Les schémas économiques et les systèmes de valeur * Le mécanisme de création de la monnaie <p>2. Analyse macro-économique : croissance économique et développement ou les choix politiques des Etats.</p> <ul style="list-style-type: none"> * Indicateurs et mesure de l'économie : comptabilité nationale * Les facteurs de croissance : modélisation * Le cadre institutionnel et philosophique <ul style="list-style-type: none"> - Formes concrètes d'organisation économique : systèmes et régimes économiques - Le système fédéral belge : UNE forme d'organisation les politiques économiques - les finances publiques et la sécurité sociale <p>3. Analyse micro-économique : Le MARCHÉ</p> <ul style="list-style-type: none"> * Marché des biens et services <ul style="list-style-type: none"> - L'internationalisation des entreprises et des facteurs de production - Structure de marché - Régulation des marchés : politique de concurrence * Marché du travail * Marché du capital bourse <p>Modélisation</p> <p>4. Les échanges internationaux</p> <ul style="list-style-type: none"> * Système monétaire international * Théorie de l'échange et organisation du commerce international <p>5. Politique économique européenne</p> <p>Droit – Economie politique Notamment les contrats</p>	<p>ANALYSE CLASSIQUE – NEO-CLASSIQUE – KEYNESIENNE ...</p>

TABEAU 3 : CROISEMENT DES COMPETENCES ET DES OBJETS

	Objets
Compétences	
Faire une recherche Recueillir et traiter des informations en fonction d'une recherche.	
Analyser des informations.	
Synthétiser des informations.	
Appliquer une théorie.	
Maîtriser les acquis théoriques de base.	
Appliquer des concepts, des modèles, des procédures (appris).	
Résoudre les problèmes par application des savoirs, concepts et procédures appris.	
Poser un problème, élaborer les démarches de recherche et dégager les solutions et leurs limites.	
Résoudre les problèmes par application des savoirs, concepts et procédures appris.	
Résoudre des problèmes pour lesquels des savoirs, concepts et procédures supplémentaires doivent être élaborés.	
Confronter des théories sur un même problème.	
Appréhender la multiplicité des théories relatives à une même problématique.	

Développement des compétences au deuxième degré

A. Troisième année

1. Le problème économique

Compétences visées

A partir d'un produit de consommation, l'élève pose et explique le problème économique sous forme de questions, de façon très simple. Il met en évidence les «choix» que pourraient opérer tant le ménage que l'entreprise (compétence 1).

A partir de cette analyse, l'élève place les agents économiques en présence dans un schéma économique de base simple (compétence 2).

Situations d'apprentissage	Savoirs et savoir-faire à mobiliser
<p>Sur base d'un produit consommé habituellement par les élèves (multimédia, vêtement, alimentaire, loisirs...), à partir de leurs observations et de <u>documents statistiques et graphiques</u> concernant ce produit élargissant le débat et permettant de poser les problèmes, faire l'analyse suivante, en montrant la complexité du système :</p> <ul style="list-style-type: none">• Qui achète (un ménage, une autre entreprise,...) ?• Qui vend ?• Quels produits achetez-vous ? Vos parents ? Combien ? Quelles limites ? Pourquoi ?• Analyse de statistiques générales du marché du produit.• Genre de produit préféré selon la classe d'âge, le sexe, les catégories socio-professionnelles.• Ventes du produit ? Autres produits pour répondre aux mêmes besoins. Analyse chiffrée. Décomposition du prix.	<p>Poser un problème en terme économique Ménages – Entreprises Schéma économique (à construire) Lecture et construction de graphiques sous formes variées Analyse de tableaux statistiques</p>

2. Les choix du consommateur

2.1 La consommation privée et publique

Compétences visées

A partir de différents supports d'analyse, l'élève met en perspective (historique et géographique) la notion de consommation publique et privée et donc de niveau de vie (compétences 1 + 2).

Situations d'apprentissage	Savoirs et savoir-faire à mobiliser
<p>A partir d'un récit d'une journée d'une famille, distinguer consommation privée, consommation publique, besoins solvables, non solvables.</p> <p>Analyser, à partir de statistiques, de la vision d'un film ou d'un documentaire sur les standards de vie différents (histoire, géographie), les modifications principales de la consommation :</p> <ul style="list-style-type: none">• analyse de l'évolution de l'équipement des ménages de 1950 à 2000 (chez nous - dans un pays d'Europe – dans un pays en voie de développement)• analyse de la consommation selon les catégories sociales• analyse de la consommation alimentaire et de son évolution• calcul des coefficients budgétaires (part de chaque poste en %) dans le budget du ménage• établissement d'un tableau statistique de la consommation privée en fonction des revenus au 19ème siècle, actuellement, chez nous, dans un pays en voie de développement	<p>Biens – services</p> <p>Biens de consommation durables – non durables</p> <p>Besoins solvables – non solvables</p> <p>Qui finance les biens et services publics ?</p> <p>Pourquoi les pouvoirs publics les financent-ils ?</p> <p>Impôts</p> <p>Courbe d'Engel</p> <p>Schéma économique à compléter progressivement</p> <p><i>Outils à développer :</i></p> <p>Lecture et analyse de tableaux statistiques et constructions graphiques simples</p> <p>Calculs du coefficient budgétaire.</p> <p>Pourcentages, moyennes</p>

2.2 Les limites à la consommation : les revenus du ménage

Compétences visées

A partir de différentes situations concrètes, liées aux revenus du travail, du capital, aux revenus de transfert ainsi qu'à l'emprunt, l'élève dégage la notion de revenu réellement disponible, en la mettant en relation avec l'agent économique qui en est à l'origine. Il explique l'importance du système bancaire ainsi que le rôle et l'évolution de la monnaie. Il complète le schéma économique de ces flux. Il construit le schéma de base du système redistributif en Belgique (compétence 2).

Une mise en perspective de cette problématique des revenus étant proposée, l'élève est amené à réaliser une recherche, une analyse et une réflexion (compétence 1).

Situations d'apprentissage

Sur base de la situation d'un ménage, d'une fiche de paie, dégager à partir de brainstorming, de travaux de groupe,... quelques sources de revenu, leur origine et dégager les liens entre agents économiques (schéma).

Sur base de statistiques, montrer les différences de salaire mensuel en fonction des catégories sociales, de la profession, des études et comparer avec le salaire minimum garanti.

A partir d'une situation concrète, expliquer le système redistributif de la sécurité sociale sous forme de schéma.

A partir de différentes simulations de situations familiales, calculer le revenu disponible. Analyser ce revenu :

- calculer le montant d'allocations familiales pour une famille ;
- si le revenu disponible augmente, calculer le pourcentage d'accroissement ;
- si le revenu disponible augmente et le prix des biens aussi, estimer les conséquences sur le pouvoir d'achat ...

Sur base de catalogues (vente par correspondance) ou d'une proposition de financement pour l'achat d'une voiture, lire et comprendre le coût réel de ce type de crédit. Comparer un taux mensuel et un taux réel annuel.

Sur base de l'information récoltée, après analyse chiffrée, choisir un mode de financement pour un achat de consommation.

Savoirs et savoir-faire à mobiliser

Les revenus liés au travail : salarié – indépendant (revenu mixte).

Les revenus liés au capital : revenu de la propriété et de l'épargne.

Calculer le revenu d'un capital placé.

Les revenus de transfert liés à l'intervention de l'Etat – allocations familiales – pensions – allocations de chômage – minimex – sécurité sociale

Le revenu disponible :

- pouvoir d'achat
- calcul de pourcentage.

Le crédit à la consommation :

- types de crédit
- taux mensuel et taux réel annuel
- pièges du crédit
- lois qui protègent le consommateur

Le système bancaire

Analyser les coûts et risques des systèmes de crédit automatique, cartes de crédit, carte de garantie...

A partir de vidéo-témoignage, retrouver les raisons essentielles des causes et difficultés liées au surendettement.

A partir d'une loi ou d'un cas concret, montrer comment l'Etat s'organise pour protéger le consommateur.

En parcourant les étapes du troc à la monnaie électronique complètement dématérialisée, montrer quel chemin a été parcouru à travers l'histoire économique.

Sur base d'une simulation de chiffres réels, en partant du ménage qui épargne et de celui qui emprunte, ainsi que des taux pratiqués, dégager la rémunération perçue par la banque.

Compléter les documents bancaires de base en les comprenant, sur base de situation réelle (travailler sur base d'extraits de compte, des documents de paiements réels, les plus courants issus des banques ou sur le site Internet de l'Association Belge des Banques - ABB).

Les différents moyens de paiements actuels et leur évolution dans le temps (montrer les raisons, les risques...)

La Banque :

- entreprise et intermédiaire financier
- ses moyens de financement

Outils à développer :

- calcul de pourcentages
- calcul d'intérêt
- analyse statistique

2.3 Les logiques individuelles de consommation

Compétences visées

L'élève analyse des actes de consommation réels en faisant apparaître les déterminants sociologiques, économiques, culturels des choix des consommateurs. Il explique de quoi dépendent les choix et décisions de consommation de ménages : la «demande» sur le marché (compétence 1).

Dans un deuxième temps, l'élève montre qu'il peut agir en consommateur informé, conscient et responsable (compétence 3).

Situations d'apprentissage	Savoirs et savoir-faire à mobiliser
<p>A partir de situations concrètes diverses, faire rechercher des critères de choix dans des actes de consommation:</p> <ul style="list-style-type: none">- mode, marque;- filière traditionnelle et bio- ... <p>Constituer un dossier sur un type d'acte de consommation : analyser sur base d'une grille structurée et présenter les résultats des recherches à l'aide des supports de communication.</p> <p>A partir de documents publiés, de nouvelles lois, montrer que le consommateur est protégé.</p> <p>A partir d'une analyse des étiquettes de produits, montrer le développement de l'information et de la protection du consommateur.</p> <p>A partir des conséquences sur la santé, sur l'environnement, sur les revenus des pays en voie de développement, de nos modes de consommation, montrer les réorientations possibles de la demande du consommateur.</p>	<p>Critères de choix :</p> <ul style="list-style-type: none">- déterminants sociologiques comme : effet de démonstration et d'imitation (symbole, signe distinctif...), appartenance sociale et origine familiale (système de valeurs, références culturelles)...- déterminants économiques comme le revenu disponible, le prix , l'innovation, le «marketing» d'un produit, l'effet persuasif de la publicité,... <p>Identifier</p> <ul style="list-style-type: none">- les lois, décrets ou directives belges et/ou européennes ;- les organismes et associations belges ou européennes de défense du consommateur et leurs moyens d'action.

3. Les choix du producteur

Compétences visées

Au niveau de la 3^e, sur base d'une petite PME, l'élève repère ses principaux moyens d'identification et analyse l'«idée» qui sert de moteur à la création et à l'existence de l'entreprise. Il précise à quels besoins elle répond pour le consommateur (compétence 1).

Sur base de recherche et d'analyse d'informations, l'élève explique les modifications dans l'organisation et les formes de travail au vu de l'évolution du progrès technique (compétence 1).

Sur base d'une situation très simple, réelle ou simulée, l'élève construit un bilan initial et est capable de le modifier en fonction d'opérations de bilan (compétence 2).

Situations d'apprentissage

A partir d'une liste de produits, actes... (biens ou services), repérer les différents producteurs pour dégager les organisations en fonction des finalités et du statut juridique.

A partir de petites entreprises (visites, films...), réaliser la carte d'identité et faire apparaître l'«idée».

A partir de recherches sur des «créations» d'entreprises, dégager cette importance d'avoir une «idée» qui répond à un besoin.

Analyser un produit qui fait un flop....pas une bonne idée. Pourquoi?

Interroger un «manager» ou un jeune chef d'entreprise sur les caractéristiques de son entreprise et la façon dont il met au point un produit qui répond aux besoins des consommateurs.

Repérer, sur base de différents supports, en recherchant des inventions techniques passées ... ou à venir, des illustrations du progrès technique, qui caractérisent la vie économique.

Réaliser une ligne du temps en considérant la manière de satisfaire un besoin (se déplacer – communiquer ...).

Sur base de films, de reportages, de documents anciens ou récents, montrer l'évolution spectaculaire des formes de travail dans les différents secteurs économiques sur un siècle ; en relever les effets positifs, les difficultés et les risques aux points de vue économique, social et environnemental.

Savoirs et savoir-faire à mobiliser

1. Qui produit les biens et services privés et publics?

Entreprise – Etat, administration – ASBL, association

Identifier la carte d'identité d'une PME

Personne morale – personne physique : quelle est l'utilité de se mettre en société? (l'analyse plus fine des différents statuts juridiques des sociétés est réservée à la 4^e).

2. Quel bien produire et pourquoi l'entreprise doit-elle avoir une «idée» qui correspond à un besoin réel (ou à créer)...

3. De quelles ressources l'entreprise a-t-elle besoin? Notion de facteurs de production :

3.1. Le travail

division du travail, Taylorisme, automatisation (ou robotisation), spécialisation, télétravail, informatisation

Outils et techniques à développer :

– analyse statistique et graphique de la population active - emploi - chômage.

– calcul du taux d'activité par âge, par sexe.

A partir de statistiques ou de représentations graphiques, montrer l'évolution de la population active historiquement, par secteurs économiques, selon l'âge, le sexe... (le travail féminin, son extension, ses bouleversements).

Sur base d'un bilan réel complété d'une petite entreprise, sur base d'une mise en situation, d'une idée concrète, dégager les ressources de base nécessaires à la création concrète d'une petite entreprise sociétaire (artisanale ou commerciale) et construire un bilan initial à partir de chiffres réalistes.

- faire imaginer différentes simulations par les élèves ;
- comprendre ce qu'est un bilan, la manière dont il est structuré, le rôle et l'utilité des bilans.

3.2. Le capital

Identifier les postes principaux de l'actif et du passif d'un bilan.

Outils et techniques à développer :

Notions de comptabilité

- le bilan initial : analyse de bilans réels ;
- compléter un bilan initial simple sur base de données (bilan type en 4 colonnes);
- modifier le bilan initial : sur base de documents (factures d'achat ou de vente de biens d'investissement sans TVA, documents de paiement) ;
- modifier le bilan selon les principes de la comptabilité en partie double (sur base d'un PCMN) ;
- les comptes de bilan Actif - Passif - Débit - Crédit

Document : la facture

- établir les principes de fonctionnement de la TVA (notion de valeur ajoutée) ;
- calculer la TVA ;
- calculer le montant de la TVA sur base d'un prix de vente TVA comprise et d'un taux donné;
- décoder et analyser une facture d'entrée (reçue d'un fournisseur) ;
- rédiger une facture de sortie sur base de donnée (envoi à un client) (échéance-taux de TVA-réductions ...) ;
- dégager le prix de vente - TVA comprise - et analyser l'impact sur le producteur et le consommateur de la TVA.

4. Le marché

Compétences visées

A partir de situations concrètes, l'élève analyse la question suivante : « De quoi dépend le prix de vente réel d'un produit sur le marché ? » (compétence 1).

Sur base de petites situations réelles et chiffrées, l'élève réalise des graphiques d'offre et demande et explique des variations de prix (compétence 2).

Situations d'apprentissage	Savoirs et savoir-faire à mobiliser
<p>Sur base d'émissions télévisées, de la visite d'un marché, d'une criée ou d'autres supports, dégager la notion de marché et montrer que le prix de vente est la conséquence de la rencontre entre l'offre et la demande.</p> <p>A partir d'un produit de consommation courante, comme une place de cinéma, un sandwich fourré, construire, en simulation chiffrée, un graphique de marché, dégager le prix de vente, modifier une donnée (taux de TVA, récolte mauvaise, crise alimentaire, découverte technologique...).</p>	<p>Marché Offre – Demande Décision d'Etat – TVA Concurrents Coûts de revient Schéma économique</p> <p><i>Outils et techniques à développer :</i></p> <ul style="list-style-type: none">– construire des graphiques du marché – linéaire ;– modifier, par simulation, une donnée ;– dégager le prix de vente.

B. Deuxième degré

Droit - Economie et Droit

Comprendre le droit, c'est favoriser la participation de l'individu à la vie en société et par delà l'insertion du citoyen dans l'Etat démocratique.

Nous sommes tous «sujets de droit et d'obligations» et le droit doit permettre aux élèves de mieux appréhender les réalités institutionnelles et juridiques dans lesquelles ils évoluent et qui font partie intégrante de la démarche d'analyse en économie politique, d'autant que l'intervention de la loi dans la vie économique et sociale est très importante et en fréquente mutation.

Cette évolution du droit est le reflet de la manière dont une société déterminée culturellement, avec son système de valeurs, à une époque donnée, s'organise, règle les problèmes et conflits qu'ils soient idéologiques ou d'intérêt.

Compétences visées

L'analyse en termes juridiques doit, elle aussi, respecter la démarche des compétences, et donc proposer un travail de recherche et d'analyse, à partir d'articles, des codes, de documents juridiques, de jugements, sur base d'une contextualisation choisie par le professeur ou les élèves, et **structurer** ainsi la démarche juridique.

Il ne s'agit donc pas de demander aux élèves de restituer les lois concernant telle matière juridique, mais de leur apprendre à analyser des cas concrets en les justifiant dans la logique juridique telle qu'elle a été structurée par le professeur après tout le travail d'appropriation (compétences 1-2).

Méthodologie

Dès le 2^e degré, le professeur aborde quelques réalités juridiques familières aux élèves et en tout cas fortement contextualisées pour l'introduire à la logique juridique et à sa raison d'être dans une société organisée.

Chaque professeur choisira de consacrer un volume horaire spécifique, ou éventuellement intégré à une partie du cours d'économie suivant le critère du développement des compétences.

Les professeurs du degré s'organiseront pour développer l'ensemble des compétences..

3^e année

Situations d'apprentissage

Sur base du milieu de vie fréquenté (école, club, famille...), repérer les droits et devoirs, leur mode d'élaboration, leur raison d'être, leur évolution dans le temps et l'espace, leurs sanctions.

A partir de la carte d'identité ou d'un extrait d'état-civil, aborder ce qui constitue la personnalité juridique, les droits et devoirs qui en découlent, les problèmes que cela pose, les différences par rapport à d'autres pays, d'autres sociétés organisées...

A partir de différentes associations, montrer l'intérêt de se constituer en personne morale.

A partir des réalités des élèves, analyser un problème relatif au statut familial.

Sous forme d'un jeu d'«avocat», à partir d'une série de questions touchant les élèves concernant leur statut familial, les droits et devoirs inhérents, rechercher dans une documentation appropriée ou sur Internet les éléments de réponse.

Savoirs et savoir-faire à mobiliser

Droit – devoirs – obligations – règles juridiques – sanctions.

Nécessité du droit dans un groupe, une société organisée

La personnalité juridique

Identification de la personne physique : nom, prénom, domicile (en extension : mode d'obtention de la nationalité et capacité juridique)

Personnes morales – personnes physiques

Statut familial : analyse de l'évolution d'un article du droit de la famille

4^e année

Situations d'apprentissage

A partir d'analyses assez larges de faits divers, ou de petits cas concrets vécus, découvrir le fonctionnement judiciaire (tribunaux et leurs compétences), ainsi que les voies de recours et les personnages principaux du monde judiciaire.

A partir du souhait d'un chef d'entreprise de créer sa société, de l'agrandir, d'augmenter sa capacité financière, distinguer les principaux statuts juridiques et leurs différences essentielles en montrant les raisons d'être.

Sur base d'un contrat de travail, identifier les grandes caractéristiques d'un contrat et leur utilité. Comment se détermine le prix du travail ? Quelles différences y a-t-il avec d'autres contrats de travail ?

A partir d'un conflit social, d'une convention collective, d'élections sociales, sur base d'une grille d'analyse, analyser les rapports entre les partenaires sociaux.

Savoirs et savoir-faire à mobiliser

L'organisation du monde judiciaire
Droit civil – droit pénal – Tribunaux
Personnages du monde judiciaire
Type de sanctions ou de réparation.
Voies de recours.
Responsabilité civile ou pénale.

Droit commercial

Les différents statuts juridiques des sociétés commerciales (en lien avec l'organisation de l'entreprise)

Droit social et fiscal

Le salarié : le contrat de travail.
Le prélèvement fiscal

Les organisations syndicales et patronales.
Les partenaires sociaux et leurs interactions.
Les méthodes de concertation

C. Quatrième année

1. L'entreprise : une organisation

Compétences visées

Sur base de cas concrets, l'élève analyse le choix de la forme juridique de plusieurs producteurs de biens et services en lien avec l'origine de leurs moyens de financement et le type de biens et services produits (compétence 2).

L'élève analyse la structure du pouvoir dans une entreprise et ses fluctuations (compétence 1).

Situations d'apprentissage	Savoirs et savoir-faire à mobiliser
<p>Sur base de l'observation de nombreuses petites entreprises, ASBL, entreprises publiques, etc, identifier le choix du produit, les caractéristiques juridiques de celles-ci ainsi que leur réseau de relations avec les autres agents économiques.</p> <p>Justifier le choix d'un statut juridique spécifique d'une société (moyens de financement, maintien du pouvoir du propriétaire, finalité autre que le profit, etc).</p> <p>Réaliser sous forme de schéma la structure du pouvoir dans une entreprise. Répondre à la question : quel est le pouvoir des actionnaires?</p> <p>A partir d'organigrammes de grandes sociétés montrant leurs liens avec d'autres entreprises (sur le site Internet de ces sociétés), montrer qu'une entreprise peut en contrôler une autre sans en posséder le capital.</p> <p>Sur base d'un très court article, présenté par chaque élève, basé par exemple sur un rachat d'entreprise, montrer les modifications de la structure du pouvoir.</p> <p>Constituer un portefeuille virtuel d'actions, sur base de cours réels, et justifier le caractère risqué d'un placement à partir de calculs de rendement (comparer avec des placements à taux fixe).</p>	<p>Qui dirige ? D'où viennent les moyens financiers ?</p> <p>Diversité des organisations productives</p> <p>Statuts juridiques : entreprises individuelles ou sociétaires, entreprises privées ou publiques, ASBL.</p> <p>Diversité des moyens de financement et spécificités de chaque formule pour l'entreprise et pour le ménage.</p> <p>Autofinancement</p> <p>Actions – Obligations – Dividendes – Intérêts</p> <p>Emprunt</p> <p>Capital propre – capital souscrit – capital libéré – capital emprunté</p> <p>(lien avec le bilan initial en comptabilité : analyse du passif – prérequis vus en 3^e)</p> <p>Statut juridique des entreprises commerciales : SA, SPRL, SC</p> <p>y compris à finalités sociales</p> <p>Organisation de la structure interne du pouvoir</p> <p>Assemblée générale – Conseil d'Administration – Administrateur-délégué – PDG – Directeur Général</p> <p>Multinationales – Filiales</p> <p>Prise de contrôle – prise de participation</p> <p>Présentation sous forme de schéma des structures de pouvoir entre entreprises</p> <p>Le schéma économique</p> <p>Actions nominatives – au porteur, valeur réelle – nominale et comptable de l'action, bourse et cours.</p>

2. La production

2.1 La stratégie de production de l'entreprise et la productivité

Compétences visées

A partir d'entreprises qui cherchent à obtenir la meilleure productivité, l'élève montre l'importance et la difficulté de combiner les facteurs de production (compétence 2).

Sur base des observations et analyses effectuées, l'élève en explique les conséquences économiques et sociales (compétence 1).

Situations d'apprentissage	Savoirs et savoir-faire à mobiliser
<p>A partir de visites (individuelles ou collectives) d'entreprises (journée découverte entreprise, zoning local, réseau d'entreprises sociales etc..), faire réaliser une exposition, commentée par les élèves, des entreprises visitées autour de l'observation des processus de production, des produits et de leur évolution dans le temps, des facteurs de production et leur évolution (ligne du temps et graphiques) ; la faire présenter aux parents (supports visuels à l'appui).</p> <p>Calculer en pourcentage la variation de productivité d'une entreprise sur base de chiffres réels ou simulés.</p> <p>Observer et analyser des statistiques ou graphiques montrant l'évolution historique de la productivité.</p> <p>A partir d'articles (ou émissions TV...) sur différentes entreprises qui investissent, discerner les investissements de rationalisation ou d'augmentation de capacité de production ; discuter les conséquences.</p> <p>A travers plusieurs exemples de réorganisation concrète du travail dans les entreprises, montrer l'impact sur la productivité des entreprises et analyser les conséquences sur les travailleurs (évolution du nombre d'actifs par secteur d'activités, analyse santé des travailleurs).</p> <p>Analyser l'impact plus macro-économique de l'informatisation des services et le développement des nouvelles technologies.</p>	<p>Produit – Facteurs de production – Processus de production – Capacité de production Capital économique Valeur ajoutée</p> <p><i>Outil et technique à développer :</i></p> <p>Réaliser des graphiques d'évolution du chiffre d'affaires, des facteurs de production... (lien avec le bilan initial en comptabilité : l'actif du bilan : prérequis vus en 3^e)</p> <p>Productivité d'un facteur - Comment améliorer la productivité ?</p> <ul style="list-style-type: none">– Investissement – progrès techniques– Nouvelle organisation du travail <p>Outil et technique à développer :</p> <p>Calcul de la productivité</p> <p>Analyse des conséquences micro et macro-économiques des gains de productivité sur la société</p>

2.2 La comptabilité, un instrument de gestion des entreprises

Compétences visées

L'élève recueille les informations comptables, les trie, les classe, analyse des documents (compétence 1).

L'élève maîtrise le principe de la comptabilité en partie double et enregistre des documents ; il interprète un tableau de résultat et un bilan (compétence 2).

Situations d'apprentissage	Savoirs et savoir-faire à mobiliser
<p>Sur base de documents réels et d'une petite monographie adaptée, enregistrer manuellement et à l'aide d'un logiciel comptable, dans les livres adéquats, les écritures comptables demandées.</p>	<p><u>Enregistrement des documents réels suivants :</u></p> <p>Facture d'achat et vente avec TVA (investissement, marchandises, services et biens divers + frais annexes - réductions commerciales ou financières) Note de crédit Variation de stocks Documents de paiement. Charges et produits financiers (placements-crédits) Calcul et affectation simple du résultat</p>
<p>Sur base d'une balance donnée, dégager et expliquer un tableau des résultats et un bilan final ; rédiger une déclaration simple de TVA.</p>	<p><i>En extension :</i> Amortissement Salaires</p>
<p>Sur base d'une balance donnée, calculer et affecter le résultat (bénéfice ou perte reportée) .</p>	

2.3. Les coûts de production

Compétences visées

A partir d'une analyse chiffrée des coûts de production, éventuellement basée sur les informations comptables, l'élève détermine le coût de production (compétence 2).

A l'aide d'une représentation graphique (comme le seuil de rentabilité), l'élève analyse un choix d'entreprise concernant le processus de production. Le travail peut se faire à l'aide d'un tableur (compétence 2).

Sur base de l'analyse économique de différentes stratégies d'entreprise portant sur les coûts de production, l'élève présente les conséquences économiques, politiques et sociales de ces choix (compétences 1-3).

Situations d'apprentissage	Savoirs et savoir-faire à mobiliser
<p>A partir de chiffres réels ou simulés, sur base d'un tableau de résultats simple, dégager les frais fixes et les frais variables et calculer les coûts de production.</p>	<p>Frais fixes – frais variables – coûts de production</p>
<p>A partir des chiffres d'une mini-entreprise ou au départ de l'organisation d'une soirée pour jeunes, dégager le seuil de rentabilité mathématiquement et graphiquement. Réaliser ce travail à l'aide d'un tableur</p>	<p>Seuil de rentabilité</p>
<p>A partir de nombreuses stratégies d'entreprise au niveau de la diminution de leurs coûts, dégager les différentes solutions retenues et les analyser: diminution des coûts salariaux, délocalisation de la production vers les PVD (pays en voie de développement).</p>	<p><u>Construction graphique</u> linéaire à prix de vente donné</p>
<p>A partir d'exposition d'une ONG, sur la production des vêtements, de café ou de riz, analyser les différences de coûts de production et leurs conséquences, préparer la présentation de l'exposition pour les plus jeunes de l'école.</p>	<p>Modification du graphique sur base d'une variable</p>
<p>A partir d'une feuille de paie, montrer les différents éléments qui entrent dans un salaire coût (liens avec la comptabilité).</p>	<p>Calcul mathématique et construction graphique du profit ou de la perte</p>
<p>Analyser une décision de l'Etat pour diminuer les coûts salariaux.</p>	<p>Travail d'analyse et de recherche sur les coûts de production</p>
	<p>Choix stratégiques des entreprises dans la diminution des coûts de production – intervention de l'Etat</p>

3. Le marché

Compétences visées

L'élève analyse le marché de l'entreprise aussi bien en terme de demande (les clients) qu'en terme d'offre (les concurrents). Il précise sur quel type de structure de marché se positionne cette entreprise (compétence 1).

L'élève explique, sur base d'une grille d'analyse de marketing structurée, les éléments de la stratégie commerciale d'une entreprise en les justifiant (compétence 2).

A partir de stratégies précises d'entreprise, l'élève dégage une réflexion sur les courants stratégiques actuels et leurs raisons d'être (compétence 1).

L'élève est capable de prendre du recul en consommateur responsable (compétence 3).

Situations d'apprentissage	Savoirs et savoir-faire à mobiliser
<p>Sur base d'une série de produits concrets ou de petites situations très simples, repérer les grandes caractéristiques des différents marchés sur lesquels se trouve chaque produit et les conséquences en termes de prix et de stratégies commerciales.</p>	<p>Marché de l'entreprise</p> <p>L'offre du produit – concurrence – concurrence monopolistique – monopole</p>
<p>Sur base d'observations concrètes de divers produits dans plusieurs points de vente, à partir de documents divers, de recherches sur Internet, de reportages, dégager des stratégies commerciales.</p>	<p>La demande du produit – le marché potentiel théorique – le segment de marché – le public cible</p>
<p>A partir de stratégies commerciales actuelles, dégager les grands courants et leurs conséquences comme les diversifications de produits qu'ils engendrent et sur lesquels surfent les entreprises (par exemple : Bio, le développement durable, les produits light, la mode, les plats préparés...).</p>	<p>Théories du marketing – produit – prix – promotion – distribution</p> <p>cycles de vie du produit – différenciation – élasticité prix.</p> <p>Exportation-importation</p>
<p>Sur base de campagnes d'ONG, d'Administrations publiques ou d'Associations de consommateurs, dégager des axes de réflexion et d'action.</p>	<p>Statistiques et graphiques des exportations de nos entreprises, au niveau régional et fédéral.</p>

Développement des compétences au troisième degré

1. Le choix économique ou l'économie politique

Compétence visée

A partir d'un problème économique, l'élève explique le rôle de l'économiste. Il montre sur base des schémas économiques comment chaque société organisée prend des décisions et fait donc des choix sur base de son système de valeurs (compétences 1+2).

Situations d'apprentissage	Savoirs et savoir-faire à mobiliser
<p>A partir de problèmes comme l'eau ou la santé, dégager les motivations et contraintes qui expliquent les choix d'une société : que produire - comment produire - pour qui produire. Différencier le rôle de l'économiste, du technicien de celui du politique qui choisit en fonction d'un système économique basé sur des valeurs et des mécanismes régulateurs différents.</p> <p>Sur base de la réalisation de modélisations graphiques, montrer comment une société résout le problème du choix économique (fonction de possibilité de production).</p> <p>A partir des représentations des élèves, dégager les différentes fonctions de la monnaie dans un système économique.</p> <p>En partant d'un dépôt initial, simuler le mécanisme de création monétaire à partir de bilans successifs d'une banque et calculer la monnaie potentielle générée par ce dépôt</p>	<p>Rareté, ressources, biens, besoins</p> <p>Systemes économiques - Schémas économiques</p> <p>Monnaie : formes, fonctions</p> <p>Mécanisme de création de la monnaie scripturale et évolution du stock monétaire</p>

2. Analyse macro-économique : croissance économique et développement ou les choix politiques des Etats

Compétences visées

L'élève explique l'économie comme un système complexe, dans lequel jouent des relations d'interdépendance (analyse systémique). Pour ce faire, il utilise différentes modélisations (représentations simplifiées de la réalité) en vue d'expliquer le phénomène de la croissance (compétences 2+3).

A travers l'analyse de diverses politiques économiques et sociales de gouvernements contemporains, reflets de leurs conceptions de développement, l'élève confronte les théories sous-jacentes à ces différentes formes concrètes d'organisation économique (compétences 1+ 4).

Situations d'apprentissage	Savoirs et savoir-faire à mobiliser
<p>A partir du schéma économique, montrer l'interdépendance des 3 optiques de calculs du PIB et la pertinence globale de leur égalité à partir des flux (de nombreuses données statistiques régionales ou fédérales et européennes permettent ces calculs, analyses et comparaison).</p> <p>Citer les raisons qui peuvent relativiser la portée des statistiques comme mesure de la croissance globale d'un pays (économie souterraine, activités gratuites...).</p> <p>A partir des indices de prix, faire le calcul de l'indexation d'un loyer.</p> <p>Analyser une décision politique comme lorsque le gouvernement choisit de supprimer partiellement l'indexation automatique des salaires.</p> <p>Analyser la proposition suivante : « Baisser le taux d'impôt des revenus supérieurs stimule la croissance économique d'un pays ».</p> <p>A partir des chiffres simplifiés, construire une représentation graphique de l'équilibre macroéconomique.</p> <p>En partant des taux de croissance régionaux ou internationaux différents à travers le monde et à partir de textes et documents, faire l'analyse de ces différences à la lumière de la théorie macroéconomique.</p> <p>Sur base d'une simulation dans le modèle macro-économique, montrer l'impact chiffré d'une décision de l'Etat sur la croissance économique d'une région, d'un pays et l'impact sur l'emploi ou l'inflation (c'est l'occasion d'une analyse du contexte historique de la pensée de Keynes).</p>	<p>1 <u>Indicateurs et mesure de l'économie (comptabilité nationale)</u></p> <p>Agrégats de la comptabilité nationale – valeur ajoutée d'un pays</p> <p>PNB à prix courants – prix constants sur base d'analyses statistiques</p> <p>Calculs et analyse des taux de croissance ou récession</p> <p>Construction graphique du taux de croissance – taux d'inflation</p> <p>L'inflation : indices des prix – analyse des causes et conséquences</p> <p>2. <u>Les facteurs de croissance</u></p> <p>Consommation – revenu disponible – taux d'impôt</p> <p>Propension à consommer</p> <p>Investissement – progrès technique – innovation – productivité</p> <p>Exportation – importation</p> <p>Dépenses gouvernementales</p> <p>Modélisation macro-économique – construction graphique simple sur base de simulation avec mise en parallèle des calculs algébriques</p> <p>Comprendre les fondements théoriques des politiques économiques (analyse keynésienne)</p>

<p>A partir d'un document sur les inégalités dans un ou plusieurs pays, faire la critique du concept de PIB au regard du concept de développement.</p> <p>Dégager le rôle de l'Etat comme acteur-clé du développement économique à partir d'une expérience de réussite économique et sociale.</p> <p>Analyser une directive européenne en matière de protection de l'environnement et apprécier l'état de la question en Wallonie.</p> <p>« Pourquoi tant de pays ne connaissent-ils pas ou difficilement, de développement économique ? ». Analyser une situation à la lumière du modèle macroéconomique ou d'une autre théorie comme la théorie structuraliste.</p> <p>A partir d'un concept ou d'un thème actuels précis, comme la division du travail ou le profit et leur critique ou encore le rôle et l'efficacité des pouvoirs publics, comparer l'analyse des auteurs, tels que Smith, Ricardo, Marx, Keynes...</p> <p>Sur base de l'analyse d'auteurs contemporains comme Petrella, Amartya Sen (prix Nobel 98) sur une question actuelle, analyser l'idéologie sous-jacente et la forme d'organisation économique que leur pensée suppose.</p> <p>De façon transversale, à travers tout le cours de sciences économiques au 3e degré, analyser un problème économique ou une décision politique ou la prise de position d'une organisation politique à la lumière des théories classique, néoclassique et keynésienne. Dégager les conséquences sur les formes d'organisation économique que ces analyses supposent. Par exemple : comparer deux pays européens ayant choisi des systèmes très différents de protection sociale, en utilisant des critères d'efficacité (lutte contre le chômage) et de justice sociale (lutte contre la pauvreté).</p>	<p><u>3. Croissance et développement ou crise économique – analyse critique</u></p> <p>Conjoncture – niveau de vie(croissance et bien-être)</p> <p>Changements structurels de consommation et de production</p> <p>Indicateurs de développement</p> <p>Externalités et autres coûts sociaux</p> <p>Développement durable.</p> <p><u>4. Le cadre institutionnel et philosophique de la croissance et du développement</u></p> <p>A. Formes concrètes d'organisation économique : systèmes et régimes économiques</p> <p>Approche classique, néoclassique, keynésienne,... de l'économie</p> <p>(Il est exclu de faire un cours chronologique d'histoire économique)</p>
--	---

A partir de différents journaux (quotidiens ou hebdomadaires...), recherche des décisions prises ou envisagées par les différents niveaux de pouvoir durant les 2 derniers mois. Présenter oralement ces décisions suivant une grille d'analyse pour permettre une structuration de tous ces éléments.

Sur base de l'observation statistique du budget de l'Etat ou d'une région de ces 10 dernières années, dégager les priorités réelles de la politique budgétaire et en faire une représentation graphique.

Sur base de données relatives à un contribuable, remplir la déclaration et calculer l'IPP.

Discuter l'impact d'une harmonisation fiscale au niveau de l'Union Européenne (UE).

Sur base de différentes informations, dégager les objectifs et les modalités de la politique des écotaxes.

Faire une analyse d'un débat contemporain (comme le financement des pensions) en matière de sécurité sociale : dégager les enjeux, le point de vue idéologique des intervenants ?

Question défi : faut-il financer la sécurité sociale par l'impôt ?

Sur base de diverses informations, analyser le contenu et les objectifs d'une mesure de politique sociale du gouvernement.

B. Le système fédéral belge : une forme concrète d'organisation économique

Le rôle régulateur de l'Etat

Principaux organes de décision dans l'Etat belge et l'Union Européenne (UE).

Les objectifs de l'Etat , les contraintes

Les politiques économiques (fiscale, monétaire, prix et revenus...)

Les finances publiques et droit fiscal

Budget, recettes, dépenses, soldes, dette de l'Etat, IPP (à partir de quelques exemples)

analyse néoclassique et keynésienne du budget et de son rôle

Sécurité sociale et marché du travail

Sécurité sociale : organisation actuelle et projets de réforme

Modèle social pour le 21^e siècle en Europe ?

Analyse néoclassique et keynésienne des modèles de sécurité sociale

3. Analyse micro-économique : le marché

Compétences visées

L'élève décrit et interprète le comportement des agents économiques sur les 3 principaux marchés en utilisant les approches classique, néoclassique et keynésienne (compétence 2).

Il cherche une explication aux défauts de fonctionnement de ces marchés et analysera les régulations possibles (compétences 3 et 4).

Situations d'apprentissage	Savoirs et savoir-faire à mobiliser
<p>Sur base de simulations chiffrées simples, montrer que le modèle du marché présuppose que l'offre et la demande ne sont que des intentions des agents économiques et le prix, une résultante.</p> <p>Sur base de techniques de productions existantes (carte d'isoquants), faire le choix d'une technique à partir d'un critère de coût. Modéliser graphiquement la solution.</p> <p>Construire graphiquement une fonction de coût à partir d'hypothèses sur les prix des facteurs de production, en utilisant le raisonnement marginal.</p> <p>En partant de décisions fiscales de l'Etat ou de décision marketing des entreprises, montrer que celles-ci sont liées à l'élasticité de la demande de biens.</p> <p>A partir de simulations chiffrées, montrer graphiquement l'impact de décisions politiques ou d'évènements externes sur l'équilibre du marché</p> <p>A partir des journaux concernant l'actualité des 6 derniers mois, chaque élève recherche 5 opérations de concentration, délocalisation, restructuration... et réalise une analyse droit-économie selon une grille d'analyse, permettant de faire apparaître les objectifs économiques et les modalités juridiques de ces opérations. Il analyse les conséquences de ces évolutions sur les différents agents économiques : le pouvoir réel des Etats, des facteurs de production, des syndicats, des autres producteurs, des consommateurs, le problème des externalités, etc.</p> <p>Analyser la structure de marché d'un type de produit et le comportement des agents économiques qui en découle selon les éléments théoriques vus.</p>	<p>Marché des biens et services et les structures de marché</p> <p>1. <u>Internationalisation des entreprises et des facteurs de productions</u></p> <p>Type de concentration(horizontale, verticale)</p> <p>Croissance interne – croissance externe</p> <p>Modalités juridiques des opérations de concentrations (cartels – fusions – OPA – OPE – prise de participations...)</p> <p>2. <u>Formation des prix en fonction des structures de marché</u></p> <p>Concurrence parfaite</p> <p>Monopole – Oligopole - Concurrence monopolistique</p> <p>3. <u>Régulation des marchés</u></p> <p>Politique de concurrence, contrôle des monopoles</p> <p>Gestion des externalités (coûts sociaux, coûts environnementaux...)</p> <p>Biens publics</p>

Sélectionner quelques interventions économiques de l'Etat Fédéral, Régional ou de l'Union Européenne (UE) et analyser le défaut du marché qu'elles visent à corriger. Donner un point de vue critique sur la solution adoptée.

Etudier un dossier de concentration soumis à la Commission de la concurrence (Union Européenne) et dégager les motivations des décisions prises.

En prenant l'exemple d'un secteur monopolistique ou oligopolistique (électricité, téléphonie mobile,...), établir un tableau avantage/inconvénients d'une libéralisation totale du marché du point de vue de l'Etat, des consommateurs, des producteurs, de l'emploi (en plusieurs groupes qui confrontent leurs apports ou dans un débat des « pour » et des « contre »).

A partir de statistiques fédérales ou régionales présentant les chiffres de la population active, de l'emploi et du chômage, faire une représentation graphique en utilisant un outil informatique et poser un diagnostic d'ensemble.

Sur base d'une analyse fine des statistiques du chômage, proposer deux mesures macro-économiques susceptibles de résorber le chômage des catégories les plus défavorisées (s'inspirer éventuellement de politiques déjà mises en place dans l'un ou l'autre pays européen). Expliquer sur quelle analyse théorique se base chaque mesure envisagée.

Finance directe : effectuer un décodage de la cote de la bourse européenne sur une période et dégager quelques évolutions.

Analyser les raisons du choix d'une entreprise qui décide d'entrer en bourse.

Analyser la composition et l'évolution de quelques indices boursiers : en tirer les commentaires sur le marché du capital.

Effectuer une recherche sur les différences d'imposition sur le capital en Union Européenne (UE).

Effectuer une analyse de la rentabilité d'un projet d'investissement en utilisant le calcul actuariel.

Outils et techniques à développer :

Construction graphique du marché :

- construction graphique de la courbe de demande, modification en fonction de l'élasticité prix ou revenu et analyse du choix du consommateur
- construction graphique de la courbe d'offre et analyse du choix du producteur : les coûts de production : isoquants, isocoûts ; rendements d'échelle, productivité, fonctions de coût

Le marché du travail

- Offre de travail (population active)
- Demande de travail (emploi)
- Chômage conjoncturel – structurel
- Chômage classique, keynésien

Le marché du capital

- Offre d'épargne (+ types de placements)
- Demande de capital
- Finance directe
 - Marché boursier
- Finance indirecte (intermédiation financière)

4. Les échanges internationaux

Compétences visées

L'élève analysera le développement du commerce international, ainsi que l'évolution des marchés financiers (compétences 1+2).

Il utilisera différents outils théoriques afin de porter un regard critique sur la régulation des échanges internationaux (compétences 3+4).

Situations d'apprentissage	Savoirs et savoir-faire à mobiliser
<p>Rechercher dans différents documents les principaux jalons de l'histoire du système monétaire depuis 1945 et en faire une courte synthèse.</p> <p>A partir de la question : «L'Euro est-il une monnaie internationale ?», faire une recherche en prenant comme base les différentes fonctions de la monnaie.</p> <p>Eclairer le débat sur l'annulation de la dette des pays pauvres en donnant les avantages et les inconvénients de cette politique.</p> <p>Selon la théorie des avantages comparatifs, beaucoup de pays en développement se sont lancés dans des monocultures ou monoindustries : qu'en tirer comme analyse en terme d'avantages et inconvénients ?</p> <p>Dans un conflit commercial international, dégager la position des parties en présence, analyser le rôle de l'OMC. Evaluer la solution adoptée à partir de la théorie du commerce international.</p>	<p>Système monétaire international (SMI)</p> <ul style="list-style-type: none">– Taux de change fixe – flottants– Banque centrale européenne– Politique monétaire européenne– Balance des paiements <p>Théorie de l'échange et organisation du commerce international</p> <ul style="list-style-type: none">– Théorie des avantages comparatifs (Smith, Ricardo)– Protectionnisme ou libre-échange– Zone de libre-échange et union douanière– Echange inégal (détérioration des termes de l'échange)– Accords internationaux

5. Politique économique européenne

Compétences visées

A partir d'une question économique européenne ciblée (situation-problème, question-défi), l'élève recueille et traite différentes informations et réalise une synthèse lui permettant de proposer une mesure de politique économique en utilisant les savoirs et savoir-faire appris au cours de la formation (compétences 1+2+3).

Cette synthèse comporte une présentation de solution(s) alternative(s) avec les conséquences économiques et sociales de celle(s)-ci (compétences 1+2+3+4).

La question de départ peut être suggérée par

- // une (ou un projet de) directive européenne
- // un problème d'actualité
- // un conflit
- // une condamnation d'un Etat ou d'une entreprise
- //

Dans la mesure du possible une présentation orale brève de la proposition de l'élève sera l'occasion d'une confrontation d'idées montrant la complexité des problèmes.

6. Economie Politique et Droit

Comprendre le droit, c'est favoriser la participation de l'individu à la vie en société et par delà l'insertion du citoyen dans l'Etat démocratique.

Nous sommes tous «sujets de droit et d'obligations» et le droit doit permettre aux élèves de mieux appréhender les réalités institutionnelles et juridiques dans lesquelles ils évoluent et qui font partie intégrante de la démarche d'analyse en économie politique, d'autant que l'intervention de la loi dans la vie économique et sociale est très importante et en fréquente mutation.

Cette évolution du droit est le reflet de la manière dont une société déterminée culturellement, avec son système de valeurs, à une époque donnée, s'organise, règle les problèmes et conflits qu'ils soient idéologiques ou d'intérêt.

Le droit doit lui aussi respecter la démarche des compétences et donc proposer un travail de recherche et d'analyse, à partir d'articles des codes, de documents juridiques, de jugements, sur base d'une contextualisation choisie par le professeur ou les élèves et structurer ainsi la démarche juridique.

Il ne s'agit donc pas de demander aux élèves de restituer les lois concernant telle matière juridique, mais de leur apprendre à gérer des cas concrets en les justifiant dans la logique juridique telle qu'elle a été structurée par le professeur après tout le travail d'appropriation.

Dès le 2^e degré, l'élève approche quelques réalités juridiques qui lui sont proches et en tout cas fortement contextualisées pour l'introduire à la logique juridique et à sa raison d'être dans une société organisée.

Compétences visées au 3e degré

L'élève maîtrise les principes de base du fonctionnement de l'Etat fédéral et de l'Union Européenne pour comprendre les mécanismes essentiels d'élaboration des lois et décisions prises aux différents niveaux de pouvoir, avec une analyse de l'esprit de la loi et donc des raisons (sociologiques, éthiques, économiques, sociales...) qui ont présidé à l'élaboration d'une loi, pour mieux comprendre les aspects macro-économiques de ce degré par une lecture critique et une mise à distance.

Une attention particulière se porte sur le niveau régional et communautaire en Belgique étant donné l'évolution de notre pays au niveau du partage des compétences en fonction des différents niveaux de pouvoir.

Situations d'apprentissage

A l'aide d'articles d'actualité présentés par les élèves, structurer les différents niveaux de pouvoir en Belgique, leurs compétences essentielles, les différents systèmes de financement et leurs conséquences.

A l'occasion d'un scrutin électoral au niveau du 3^e degré, participer à un débat structuré permettant de s'initier au système électoral.

A partir d'étude de cas, s'initier au droit international, à son importance grandissante, ainsi qu'aux systèmes judiciaires internationaux mis en place et les limites de ceux-ci (Tribunal Pénal International – Cour de justice européenne – Tribunal de La Haye).

A partir d'un projet de loi ou d'une loi nouvelle, montrer l'esprit de la loi, les raisons de l'évolution (en comparant éventuellement deux lois). Par exemple : la procédure de médiation pénale ou familiale, la cohabitation, la signature électronique, le brevetage des logiciels informatiques...

A partir de problèmes vécus ou connus des élèves, analyser la ou les lois qui permettent de gérer ces conflits ainsi que les recours éventuels au système judiciaire. Ce travail peut être réalisé en sous-groupes, puis présenté.

Sur base de litige(s), montrer les protections engendrées par la législation, les différentes responsabilités, les recours en justice en cas de litige.

Sur base de contrats consensuels et réels, analyser les conditions de validité, résiliation ou extinction de ceux-ci.

Savoirs et savoir-faire à mobiliser

Droit public

Mécanisme d'élaboration des textes légaux (décrets, lois, directives) et des décisions politiques sur base d'un système politique fédéral complexe au niveau des décisions, des compétences et des sources de financement.

Droit international

Liens entre les traités ou conventions internationales signés par la Belgique et leurs conséquences sur le système législatif belge.

Droit Privé

Analyser des lois, projets de lois, procès ou autres litiges, basés sur un problème de type moral ou éthique et sur un problème économique dans un contexte national ou international.

Les contrats

Evaluation

Evaluer des compétences est un processus complexe puisqu'on ne les évalue pas directement. C'est à partir **d'une production** (orale ou écrite) demandée que le professeur va déterminer dans quelle mesure l'élève maîtrise telle ou telle compétence travaillée en classe.

L'évaluation formative est basée sur le principe que l'élève a droit à l'erreur et progressera en corrigeant ses erreurs sur base d'une analyse des difficultés rencontrées.

De même, cette évaluation comprendra des éléments d'appréciation concernant des compétences transversales comme : gérer son temps (remise des travaux de recherche dans les délais), présenter par écrit ou oralement le contenu de ses recherches, gérer sa prise de notes, participer à des activités «projets» collectives.

Tous ces éléments d'évaluation permettront à l'élève de mesurer ainsi l'évolution de ses compétences tout au long de sa formation.

La méthodologie présentée dans ce programme, basée sur l'apprentissage par situations, ne met pas directement les savoirs en évidence : c'est au professeur qu'il appartient de préciser, pour chacune des compétences poursuivies, les notions, modèles et théories à connaître et à comprendre (sur base de la colonne **Savoirs et savoir-faire à mobiliser**).

Avant toute évaluation certificative mettant l'élève en présence d'une situation d'intégration, le professeur aura donc veillé à la maîtrise des savoirs et des procédures, en précisant clairement à l'élève ce qu'on attend de lui (définition mot à mot, savoir expliquer avec ses propres mots, ...) par rapport à un savoir.

Dans tous les cas, le professeur sera particulièrement attentif à la qualité de la formulation des réponses au niveau de l'expression et de la logique de raisonnement.

